

## Pour un Grenelle de la sécurité urbaine

*Le Monde* | 21.07.10 | 13h35 • Mis à jour le 21.07.10 | 14h13

**Michel Destot, maire (PS) de Grenoble, président de l'Association des maires de grandes villes de France**



**L**es événements qui ont touché Grenoble ces derniers jours ne sont pas un phénomène isolé. S'il s'agit pour nous d'une triste première, combien de villes ont déjà été confrontées à de telles situations de violence ? Les émeutes de l'automne 2005, dont nous avons alors été épargnés, ne sont pas si lointaines, et la situation dans les quartiers ne s'est pas améliorée depuis.

Ces événements ne peuvent pas être traités sans prendre en compte la crise économique et sociale qui pousse un certain nombre de personnes à la désespérance, et la radicalisation de la délinquance dont l'origine se trouve dans une économie souterraine liée au trafic de drogue et d'armes, et à la recherche de l'argent facile. La société de 2010 n'est plus celle des dernières décennies. La jeunesse et notre système éducatif sont en souffrance, les modèles ont changé, les représentations se sont délitées et l'argent est aujourd'hui la seule référence de la réussite. Les solutions ne peuvent donc être les mêmes.

Il faut être clair et ferme. Rien ne peut justifier la violence et la violation de la loi érigées en mode de subsistance ou de vie. Agressions, délits et crimes doivent être punis pour les multiples dommages qu'ils occasionnent à la société, et avec la fermeté qui s'impose lorsqu'il s'agit de récidive.

Chacun est cependant bien conscient que les problèmes de sécurité et de tranquillité publique ne peuvent pas se régler par la présence, pendant seulement quelques jours, de forces mobiles ou d'unités d'élite.

C'est la raison pour laquelle, avant même les incidents que nous avons vécus ces derniers jours, j'ai demandé, au nom de l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF), la tenue d'un Grenelle de la sécurité urbaine, dimension incontournable du vivre et de l'agir ensemble ; condition indispensable également à l'efficacité des politiques sociales et éducatives.

Alors pourquoi un Grenelle ? Pour la démarche, tout d'abord, qui aurait le mérite de donner un nouveau souffle et une nouvelle ambition. Parce qu'il est essentiel de réunir tous les acteurs concernés, qu'ils soient nationaux ou locaux, représentants de l'Etat, des collectivités et des associations qui interviennent dans nos villes. Seule une action coordonnée à l'échelle nationale et locale permettrait de trouver de réelles solutions.

Parce que si nous sommes réunis par le ministre de l'intérieur pour traiter des apéros géants, nous pouvons aussi l'être sur des questions autrement plus importantes. Parce que nous devons nous placer dans des logiques de moyen et de long terme, et pas uniquement de gestion de crise et de maintien de l'ordre public.

Un tel Grenelle doit nous permettre de trouver une voie d'intérêt général aux dimensions multiples, qui à mes yeux passe nécessairement par une présence humaine de proximité. De la police évidemment, mais aussi de l'école ou du service public de l'emploi.

Au-delà donc de l'instantané et de la réaction aux événements, il convient de s'attaquer aux causes, dans toute leur complexité, et de se poser les questions de fond que nous avons jusque-là évitées.

## **IL EST TEMPS DE FAIRE VIVRE NOS VILLES À LA HAUTEUR DE NOS VALEURS**

Avec plus de 40 % des 15-24 ans habitant en zone urbaine sensible au chômage, le premier des chantiers est évidemment celui de l'emploi pour tous, de l'insertion et de la formation professionnelles, qui doivent être érigés en priorité nationale.

A défaut du plan Marshall maintes fois annoncé, il importe que la politique de la ville ait les moyens de ses ambitions, notamment au regard de sa dimension interministérielle. Il nous faut agir sur les mesures de réparation, sur l'aide aux victimes, sur l'accompagnement des parents et des familles, sur l'apprentissage du vivre et de l'agir ensemble, sur le décrochage scolaire et la marginalisation des mineurs.

Enfin, la ségrégation socio-spatiale doit être traitée comme une question à part entière. Il est clair que la concentration des habitats à loyer modéré dans certains quartiers est problématique. N'oublions pas cependant que la construction de ces grands ensembles de logements sociaux répondait à de véritables besoins, ceux qu'exprimait l'Abbé Pierre lors de son appel de l'hiver 1954. Il fallait faire face, au plus vite, aux bidonvilles qui commençaient à se développer et au mal-logement des populations attirées en ville par le développement économique de l'après-guerre.

Après plus de trente ans de difficultés économiques, la mixité sociale s'est atténuée, et il nous faut reconstruire des villes diverses, à l'image de la diversité de la population qui les compose. Les crédits "politique de la ville" sont à cet égard indispensables, et le gouvernement doit très vite nous apporter des garanties en la matière, notamment sur la pérennisation de l'Agence nationale de rénovation urbaine.

Ces enjeux, nous essayons d'y répondre, à Grenoble. Mais le développement de ces politiques de cohésion sociale ne sera efficace que si les règles collectives du vivre ensemble en tranquillité publique sont respectées. Il y a là une condition nécessaire même si elle n'est pas suffisante. Les tensions survenues ces derniers jours confortent donc encore notre détermination à agir.

Ces enjeux sont également ceux de toutes les grandes villes et agglomérations, quelle que soit leur couleur politique. Ils seront au coeur de la prochaine conférence des villes organisée par l'AMGVF sur le thème de la "Cohésion sociale et urbaine", le 22 septembre à l'Hôtel de Ville de Paris.

Il est temps de faire vivre nos villes à la hauteur de nos valeurs. C'est ainsi que nous éviterons le délitement des fondements républicains de notre pacte social.

**Michel Destot, maire (PS) de Grenoble, président de l'Association des maires de grandes villes de France**

*Article paru dans l'édition du 22.07.10*